

L'ÉVOLUTION DU P.C.F.

par Cornelius Castoriadis

LE PCF a-t-il vraiment changé, dans quelle mesure, dans quelle direction ? La ligne de l'Union de la gauche, les modifications de son langage et de ses attitudes publiques, les distances prises à l'égard de la Russie, semblent indiquer une évolution. La rupture de l'Union de la gauche, le monolithisme politique continué de l'organisation semblent contredire cette idée. La question reste ouverte. Son importance dépasse de loin le cas d'espèce du PCF.

En discuter, exige de toute évidence de dépasser le niveau des mots. Truisme, que le contenu des commentaires et des « analyses » qui circulent oblige de rappeler fortement. Lorsque le PCF « abandonne » la dictature du prolétariat, les uns l'approuvent dans cette démarche « démocratique », les autres le critiquent ou le condamnent parce que ce faisant il abandonnerait le marxisme. Mais évidemment, le PCF n'a *jamais* été partisan de la dictature *du prolétariat* ; il a toujours été partisan de la dictature *du PCF*. Proclamer que l'on abandonne ce que l'on n'a jamais, en vérité, poursuivi, ce n'est que perpétuer la mystification. Sans doute, le changement de la forme de la mystification a son importance ; le PCF veut signifier qu'il aurait renoncé à sa visée d'un pouvoir exclusif — et ce fait lui-même ne peut pas être privé de toute signification. Mais pour voir s'il signifie autre chose que les éternelles proclamations des staliniens sur leur amour de la démocratie et du peuple (c'est sous la Constitution de 1936, « la plus démocratique du monde », que Staline a envoyé les gens par dizaines de millions aux camps de concentration), un procédé de propagande, un tournant tactique ou autre chose encore, il faut se tourner vers l'analyse de la *réalité* du PCF, avec laquelle les résolutions de ses Congrès n'entretiennent qu'un rapport à la limite nul. (Un semblable miroir aux alouettes a toujours été, et reste, l'« internationalisme prolétarien », pseudonyme de l'hégémonie russe.) Dans la cinquantaine de volumes des *Œuvres complètes* de Lénine, une phrase au moins restera éternellement vraie : « En politique, il n'y a que les imbéciles pour croire les autres sur parole. »

De même, ce n'est pas la « ligne » politique proclamée du PCF qui traduit fidèlement sa véritable visée politique. Plus encore, cette visée politique n'est pas forcément « consciente », et encore moins « rationnelle ». Ce que le PCF — l'usage de la prosopopée est inévitable — *dit* qu'il vise ; ce qu'il *croit* qu'il vise ; ce qu'il vise *effectivement* ; et ce qu'il *ferait* ou *serait amené à faire réel-*

lement s'il accédait au pouvoir, se situent à des niveaux certes reliés mais différents. Leur examen doit partir de l'analyse de la *réalité* du PCF.

L'Appareil totalitaire

La *réalité* du PCF est, d'abord et avant tout, son *organisation* et, dans cette organisation, la bureaucratie ou, plus exactement, l'*Appareil bureaucratique*. Cet Appareil n'est pas identique à l'ensemble des individus concrets qui le peuplent, l'incarnent, le font fonctionner. Il a un niveau d'existence propre, comme ensemble de relations et de « règles » qui assurent sa reproduction en tant qu'Appareil bureaucratique (à savoir, la perpétuation de ces relations et « règles », et le renouvellement continu de la cohorte d'individus qui l'incarnent et le font fonctionner). Par rapport à cet ensemble de relations et de « règles », les individus sont contingents et substituables; mais évidemment, l'Appareil ne peut exister, survivre, se conserver qu'en assurant le recrutement ininterrompu d'individus pouvant le faire fonctionner conformément à sa « nature », reproduisant et perpétuant, dans leur comportement, l'observance de ces relations et « règles ». Rappelons que, comme dans toute organisation bureaucratique moderne, on constate ici aussi le phénomène fondamental, structurel, de la différence, de la scission, entre processus *formels* et *réels*. Les relations et « règles » qui gouvernent l'existence du PCF ne sont pas ses « statuts », lesquels entretiennent avec celles-là un rapport complexe, rarement d'expression, le plus souvent de camouflage.

Mais l'Appareil du PCF, et des autres partis communistes, n'est pas simplement un Appareil bureaucratique comme celui de l'État, de l'Armée, de l'Église ou de l'entreprise moderne. C'est un Appareil bureaucratique *politique totalitaire*, à savoir, déterminé par la visée de la domination totalitaire de la société moyennant le pouvoir d'État. Domination totalitaire : domination *illimitée* de l'Appareil. Accédant au pouvoir, l'Appareil n'est pas limité par le droit ou la loi : la loi est ce que l'Appareil décide et ce qu'il en fait. (« Les cadres décident de tout », disait Staline.) Le pouvoir de l'Appareil n'est pas non plus limité par aucune spécificité, caractère propre, organisation déjà existante de la matière sociale; la société n'est pour lui que matière première indéfiniment malléable à modeler. Il n'est limité, en particulier, par aucune frontière entre une « sphère publique » et une « sphère privée » de l'existence des individus, pas plus que par la reconnaissance de secteurs d'activité qui échapperaient par principe à son pouvoir. Cette visée d'homogénéisation, de pulvérisation de la société et du peuple pour les agglomérer à l'État lui-même soumis à l'Appareil est présentée, dans l'idéologie de l'Appareil, sous forme inversée, comme Identité du Peuple et de « son » État, médiatisée par le Parti (totalitaire). Enfin, le pouvoir de l'Appareil ne peut pas être limité par des « idées » qui s'opposeraient à sa domination ou simplement tendraient à la discuter. L'Appareil doit faire de son idéologie une idéologie d'État et de toute autre un crime d'État.

C'est là la *tendance idéale*, la *limite* de ce que l'Appareil tend à réaliser. En vérité, cette limite ne saurait jamais être atteinte : le pouvoir rigoureusement total est rigoureusement une pure représentation. Indépendamment même de cela, une foule de facteurs essentiels font que, dans sa réalité effective, la domination totalitaire de l'Appareil s'écarte *nécessairement* de sa limite idéale, et que les variantes qu'on en observe s'en écartent à des degrés différents. Pendant les vingt dernières années, un seul pays a vécu au voisinage immédiat de cette limite : la Chine maoïste. (Aussi bien, de nombreux intellectuels français « de gauche » déliraient d'enthousiasme devant le totalitarisme maoïste et son moment culminant : la « révolution culturelle ». Ils n'ont du reste pas beaucoup évolué. Ayant acclamé dans le totalitarisme la Révolution, ils dénoncent aujourd'hui dans la révolution le totalitarisme. Les sentiments ont changé, la pensée reste strictement la même.) En particulier, l'idéologie d'État n'est pas nécessairement « totale ». Son domaine essentiel, où elle ne saurait absolument pas tolérer un discours contraire, est celui de la politique, des fins et de l'organisation de la société. Sa tendance « naturelle » est d'envahir, à partir de là, tous les autres domaines; mais les exemples du fascisme italien ou, aujourd'hui, de certains pays de l'Europe de l'Est le montrent, cette tendance peut très bien ne pas s'accomplir, pourvu que reste incontesté le postulat fondamental : la « vérité » sur la société et la politique, c'est l'Appareil qui la détient. Par là même on voit enfin que le totalitarisme n'implique pas nécessairement l'identification du Savoir comme tel et du Pouvoir, encore moins l'invocation d'un Savoir « rationnel ». Hitler ne prétendait pas que lui-même, ou le parti nazi, savaient tout; il prétendait qu'il savait ce qu'il fallait au peuple allemand. Pas davantage ne prétendait-il qu'il savait cela moyennant une réflexion rationnelle; il le savait *par mission*, et dénonçait la Raison au nom du sang, de la terre, etc. (Il est à peine nécessaire de noter qu'il faut une stupidité sans bornes pour confondre l'*invocation* du Savoir par le Pouvoir et le Savoir lui-même.)

La visée d'une domination totalitaire de la société n'est pas « extérieure » à l'Appareil; elle n'est pas une « fin » dont celui-ci serait le « moyen », pas plus que l'Appareil n'est un « moyen » qui pourrait être mis au service d'autres « fins ». Cette visée n'est pas seulement ce qui tient ensemble l'Appareil et le maintient en mouvement; elle est portée par son mode d'être, inscrite dans sa vie et son fonctionnement quotidiens, elle est constamment nourrie par les activités externes et internes de l'organisation — en même temps qu'elle les nourrit. Même avant d'accéder au pouvoir, un parti totalitaire — communiste, nazi ou autre — préfigure déjà dans sa propre réalité une société totalitaire, il est déjà une micro-société totalitaire tant que faire se peut dans le contexte d'une société globale qui ne l'est pas encore. Il institue déjà en son sein le type de relations sociales et les significations qu'il tend à imposer, en s'emparant du pouvoir d'État, à l'ensemble de la société.

Cette préfiguration de la domination totalitaire de l'Appareil sur la société se réalise, dans l'organisation elle-même, comme domination illimitée du

Sommet de l'Appareil sur l'organisation. Il en est ainsi aussi bien lorsque l'organisation totalitaire s'est emparée du pouvoir et forme donc une sous-société dans la société, que lorsque, hors du pouvoir existant, elle ne constitue qu'une micro-société opposée à la société établie. Dans ce dernier cas, la visée de domination totalitaire sur la société se réalise déjà, embryonnairement, dans et par le pouvoir illimité du Sommet de l'Appareil sur l'organisation; et inversement, cette réalisation embryonnaire d'un pouvoir illimité déjà à l'intérieur de l'organisation est le germe et presque le garant du déploiement universel de la visée totalitaire de l'organisation lorsqu'elle s'emparera du pouvoir.

Le pouvoir illimité du Sommet de l'Appareil sur l'organisation signifie concrètement, ici encore, que ce pouvoir n'est pas essentiellement soumis à des « règles »; autrement dit que les « règles », qui existent toujours sur le papier, sont simplement formelles, ou encore que le Sommet peut toujours imposer ses décisions au moyen de ces « règles » et au besoin à leur encontre. En particulier, le Sommet n'est pas soumis à des « règles » concernant sa propre désignation : le Sommet est *inamovible par des moyens « réguliers »*, et il *se perpétue par co-optation*. (Dans un Appareil bureaucratique d'un autre type, par exemple le PS, l'État de type occidental, la bureaucratie de l'entreprise, les règles qui limitent le pouvoir du Sommet comme celles qui régissent sa désignation ne restent pas *simplement* formelles. Il y existe la *chance* sociologique, au sens que donnait à ce mot Max Weber, à savoir la possibilité effective, de les faire prévaloir *contre* le Pouvoir.)

Il n'en résulte pas que le Sommet soit maître absolu — indépendamment même des limites que lui impose la « réalité » externe et interne. Le Sommet existe comme partie « personnifiée » de l'Appareil et pour l'Appareil; le pouvoir du Sommet est moment du pouvoir de l'Appareil. Certes, la relation n'est pas et ne peut pas être instrumentale. La *réalité* de l'organisation totalitaire c'est l'Appareil, mais l'Appareil ne peut se « réaliser » que moyennant les individus, et en particulier ceux qui en forment le Sommet. Le Sommet n'est pas « moyen » ou « instrument » de l'Appareil, il est partie et culmination de l'*incarnation* de l'Appareil. Comme toute incarnation, celle-ci aussi a ses côtés tragiques. Entre le Sommet « personnifié » et l'Appareil comme tel les tensions sont toujours possibles et peuvent devenir très importantes. Mais, à travers ces tensions et ces conflits entre le Sommet et l'Appareil, c'est encore l'unité des deux qui se manifeste et qui prévaut. Alors même, par exemple, que Mao, pendant la « révolution culturelle », s'appuyant sur une fraction du PCC et de l'Armée, essaie de dresser la population contre la fraction dominante du PCC et attaque par moments l'Appareil comme tel, le résultat et le but de l'opération est de renouveler et de renforcer la domination de l'Appareil sur la société chinoise, tout en modifiant la relation entre celui-ci et son Sommet personnifié, Mao lui-même. Et, alors même que Staline, dans la période la plus démente de son pouvoir, envoie à la mort par centaines de milliers les « cadres dévoués » du Parti, il doit en même temps et ce faisant réaffirmer et renforcer le pouvoir du Parti comme tel, proclamer que « les cadres décident de tout »,

investir chaque petit despote communiste local du même type de pouvoir à l'égard de la base et de la population que celui dont il use lui-même. Staline ne peut détruire physiquement les trois quarts des individus contingents qui peuplent l'Appareil que dans la mesure où, simultanément, il préserve et renforce l'Appareil comme tel. Plus même, : cette destruction des individus est ce qui confirme, scelle, porte à sa pleine expression, réellement et symboliquement, la toute-puissance de l'Appareil, montrant que celui-ci est bien distinct et indépendant de toute personne particulière, n'est soumis à aucune règle et pas même à celles du langage et de la logique, est finalement plus fort que l'irréversibilité du temps puisqu'il peut ré-écrire tous les ans l'histoire passée. Aussi, il est clair que le pouvoir illimité du Sommet ne prend pas nécessairement la forme du « pouvoir personnel » d'un seul. Certes, la liaison des moments forts du totalitarisme moderne, dans sa naissance et sa consolidation, avec le pouvoir d'un seul (Mussolini, Staline, Hitler, Mao, etc.) est loin d'être accidentelle. Mais une foule d'exemples contemporains montrent qu'elle n'est pas non plus absolument nécessaire. En tout cas la question de savoir si le totalitarisme moderne est indissociablement lié au pouvoir d'un seul a été tranchée par l'histoire dans le sens négatif. Staline ou Mao morts, l'Appareil demeure.

Enfin, la relation entre le Sommet et l'Appareil non seulement n'exclut pas des antinomies entre la politique menée par le Sommet et les intérêts bien compris de l'Appareil, mais, en fait, de telles antinomies sont inévitables et matérialisent une des irrationalités essentielles incorporées à la bureaucratie totalitaire. De même que les « grands bonds » de Mao, la politique de Staline a conduit, à cent reprises, l'État et le Parti russes à un millimètre de l'effondrement et de la ruine (et ils n'en ont été sauvés que par les folies similaires de Hitler). De cette politique, l'observateur rationaliste cherchera toujours des « explications rationnelles », qui ne sont que constructions rationalisatrices. Mais l'Appareil ne peut exister que comme siège d'un pouvoir absolu — et ce pouvoir est nécessairement investi dans quelqu'un ou quelques-uns. Dès lors, il doit en subir les conséquences. Tout pouvoir séparé — c'est-à-dire étatique — est stupide, et le pouvoir absolu est stupide absolument. Cette constatation évidente ne peut gêner que ceux qui ont une vue fonctionnaliste de la société et de l'histoire. Mais, pas plus qu'aucune autre, une société totalitaire n'a besoin d'être absolument fonctionnelle, et ne peut l'être. Si elle ne peut pas préserver un minimum de fonctionnalité, elle s'effondrera, un point c'est tout. (Et comment définir ce minimum, lorsque l'on observe la Russie entre 1934 et 1941, par exemple?) Mais une distance immense sépare cette fonctionnalité minimale et la « rationalité » totale (du point de vue de la conservation de l'Appareil).

A tous ces égards, le PCF reste une organisation totalitaire. Sa *réalité* est toujours, sans aucun doute, celle d'une organisation dominée par un Appareil et soumise au pouvoir illimité du Sommet de l'Appareil. Que le PCF se pro-

clame partisan de la démocratie, de l'anarchisme intégral ou du bouddhisme zen, sa visée totalitaire est inscrite dans la structure de son organisation et dans les relations de domination du Sommet qui y sont constamment reproduites. Cette structure et ces relations ne peuvent porter qu'une visée totalitaire — et, à cet égard, non seulement ce que le PCF *dit* importe peu, mais tout aussi peu importe ce qu'il « se représente » *in petto*. (Le parti bolchévique ne mentait pas, et ne se mentait pas, lorsqu'il disait qu'il visait l'instauration du socialisme.)

Le Sommet du PCF garde un pouvoir illimité sur l'organisation, et impose sa « ligne » à sa guise. L'« abandon de la dictature du prolétariat » au dernier moment, sur simple ordre de la direction du Parti et cela après une longue « préparation démocratique » du dernier Congrès du PCF où la question n'avait même pas été évoquée, en fournit l'illustration comique : le Bureau Politique a eu soudain une vision, et quelques heures après, ô miracles de l'unanimité démocratique, le Congrès la partage comme un seul homme. Les péripéties de ces derniers mois — où le Sommet a décidé et effectué tout seul la rupture avec le PS — en offrent un autre exemple.

Le mode de désignation des dirigeants reste le même : co-optation de fait par le Sommet, soit nomination de quelques nouveaux membres de l'équipe dirigeante par ceux déjà en place. Toute l'organisation *effective* du PCF continue d'être agencée de manière que les membres de l'organisation soient dressés dans l'obéissance au Sommet, assurant le maintien du pouvoir de celui-ci. Que les méthodes brutales d'autrefois aient été assouplies ne change rien au fond de l'affaire. La prétendue « discussion libre » de ces derniers temps dans le PCF, face à une direction qui dispose de tout (argent, presse, bulletins intérieurs, cadres, spécialistes, informations, etc.) et alors que les « tendances » demeurent strictement interdites n'a d'autre signification que celle d'une valve de sécurité permettant d'évacuer une partie de la pression interne. Le jour où des « tendances » y seraient admises, où la direction en place pourrait être renversée par un vote qui ne soit pas acquis d'avance, le PCF commencerait sa transformation en parti simplement bureaucratique, comme le PS. Il en est très loin.

L'organisation comme idéologie

Cependant, il est incontestable que le PCF présente, depuis quelques années, une « évolution » — ne serait-ce qu'au niveau de ses discours manifestes — et que l'on doit s'interroger sur la véritable portée, les causes, la dynamique de cette « évolution », d'autant plus qu'elle n'est pas un phénomène isolé (« euro-communisme »).

Notons tout de suite que le surprenant n'est pas une éventuelle « évolution » du PCF, mais l'*absence* d'une telle évolution pendant si longtemps. Le surprenant est que le PCF ait pu rester de si longues années le fossile qu'il a été. L'Appareil a beau tendre, comme toute chose, à persévérer dans son être, il

est plongé dans une société — la société française contemporaine — qui, elle, change rapidement. Comment et moyennant quoi a-t-il pu se maintenir, se conserver, se reproduire ?

La question de la possibilité pour un Appareil totalitaire de se conserver et de se reproduire présente plusieurs aspects, intimement liés. L'Appareil doit pouvoir assurer un recrutement suffisant; reproduire sa structure totalitaire interne; conserver sa visée d'accession au pouvoir comme visée *réalisable*; maintenir un ciment idéologique.

C'est un truisme de dire que ces questions se posent de manière tout à fait différente dès lors que l'Appareil totalitaire s'est emparé du pouvoir d'État. Pour la bureaucratie russe ou chinoise, la question de sa conservation et reproduction coïncide avec la question de la conservation et de la reproduction de la société russe ou chinoise comme sociétés d'exploitation et d'oppression totalitaire. Le pouvoir d'État leur assure un recrutement qui n'est que la conservation et l'extension numérique de la couche privilégiée et dominante. Ce même pouvoir d'État garanti par de multiples moyens et en dernier ressort par la violence la structure totalitaire de la société et du Parti. Les seules limites à ce pouvoir sont la lutte de la population contre l'exploitation et l'oppression bureaucratiques, et les antinomies et irrationalités inhérentes à l'organisation bureaucratique totalitaire elle-même.

La situation est même différente pour ce qui est de l'idéologie. Si, pendant les phases d'accession de la bureaucratie au pouvoir, puis de sa consolidation, une « idéologie de granit », selon l'expression de Soljénitsyne, lui est indispensable, le rapport de la bureaucratie à son idéologie devient beaucoup plus élastique une fois son pouvoir fermement assis. De tout le dispositif totalitaire de la bureaucratie russe, c'est l'idéologie qui s'est le plus usée avec le temps, en même temps qu'elle devenait un carcan gênant pour la bureaucratie elle-même. Le processus de décomposition de l'idéologie bureaucratique, officiellement entamé au XX^e Congrès du PCUS, a fini par faire de celle-ci une coquille vide. Et à la limite, la bureaucratie russe pourrait se débarrasser presque complètement de l'idéologie marxo-lénino-stalinienne, et se contenter d'un progressisme - rationalisme à vague coloration « marxiste ». (C'est en fait ce qui est en train de se passer. C'est aussi ce qui, après douze ans de football avec le « marxisme-léninisme », commence à se produire en Chine.) Le pouvoir effectif dont elle dispose lui permet d'aller très loin dans cette voie; et ce pouvoir lui-même, la puissance et la gloire de l'Empire Russe, ou ailleurs, celle de l'Empire Chinois, est en cours de devenir le principal ingrédient de son « idéologie ». Certes, les effets à long terme de la désintégration de l'idéologie marxo-lénino-stalinienne sont une autre affaire. La société russe est, peut-être, le premier exemple connu d'une *société cynique*. Et, beaucoup plus fortement que pour les sociétés occidentales, ce point d'interrogation se pose pour les sociétés bureaucratiques totalitaires : combien de temps un régime peut-il survivre dans le cynisme pur et simple ?

Il n'en va pas de même pour un Appareil totalitaire dans l'« opposition »,

comme le PCF. Le ciment que représentent les intérêts réels et imaginaires des individus pour une bureaucratie au pouvoir (et même pour les bureaucraties « réformistes », qui ne sont pas exclues du pouvoir), ne peut pas dans ce cas lier les membres, ni même la majorité des cadres, de l'organisation. Ce qui en accomplit la fonction, c'est la combinaison de l'idéologie et de la visée d'accession au pouvoir comme réalisable, dans laquelle les individus se projettent, et projettent leurs intérêts (bien que ce dernier facteur ne soit pas ici, en général, décisif). « Nous avons les idées vraies et justes; et, en fonction de ces idées, nous aurons le pouvoir. »

Cette idéologie, dans le cas des PC et en particulier du PCF, n'était pas seulement et pas tellement le « marxisme » dans ses successives versions garaudienne, kanapienne, etc. Son noyau dur était la référence à deux « réalités » mythiques, à un « ailleurs » et un « autrefois » : l'« ailleurs » du « socialisme » réalisé en Russie; l'« autrefois » aussi bien révolu (l'imaginaire « passé révolutionnaire » du PCF) qu'à venir (la politique réactionnaire effective du PCF passant pour une « tactique », indéfiniment rachetée par l'idée qu'un jour le PCF dévoilerait enfin son essence révolutionnaire; rachat d'autant plus aisé que « révolution » en était venu à signifier de plus en plus « prise du pouvoir »). Ainsi, le PCF vivait pour une grande partie sur un anachronisme et, si le néologisme est permis, sur un anatopisme. Quoi qu'il fit, il restait dans la représentation de ses militants et sympathisants vaguement « révolutionnaire ». 1^o parce qu'il l'avait été et qu'il le serait de nouveau lorsque les circonstances le permettraient, 2^o parce que la Russie construisait le socialisme. La première de ces rationalisations, pur acte de foi, était constamment contredite par l'expérience la plus immédiate, la plus directe (mais combien de vrais chrétiens ont-ils jamais perdu leur foi en un Dieu infiniment bon en regardant les malheurs du monde?). Mais sa fragilité intrinsèque était compensée par la référence obsédante à la « réalité » mythique *actuelle* (mais « ailleurs », donc incontrôlable) de la construction du « socialisme » en Russie (puis dans les « démocraties populaires » etc.). De même, il fallait aux maoïstes français entre 1968 et 1975 croire que quelque part, là-bas, heureusement très loin, la « révolution » était réalisée; cela leur permettait de délirer sur la réalité française.

Cette référence est en train de se volatiliser avec une vitesse accélérée. Après avoir résisté incroyablement longtemps aux coups les plus rudes que pouvait lui porter la réalité, la mystification du « socialisme » russe commence à se dissiper. On assiste à la soudaine addition des effets cumulés du schisme de Tito, du XX^e Congrès, des événements de 1956 en Pologne et en Hongrie, de la rupture avec la Chine, de la destitution de Khrouchtchev, de l'invasion de la Tchécoslovaquie, des achats massifs de blé aux États-Unis et de l'installation en Russie, moyennant finance américaine, d'usines de Pepsi-Cola pour apaiser la soif des « hommes d'un type nouveau », de la propagation de la vérité sur le Goulag, la répression « psychiatrique », les dissidents de l'Est, etc. J'écrivais déjà avant les événements de la Tchécoslovaquie¹ que la référé-

1. Dans *La brèche*, Fayard, 1968, en collaboration avec Claude Lefort et Edgar Morin.

rence russe était devenue une lourde hypothèque pour le PCF. Elle n'a cessé, depuis, de s'alourdir.

Ainsi le PCF — comme les autres partis « euro-communistes » — ne peut plus se référer à un « modèle réalisé » du prétendu socialisme qu'il viserait. Plus même, il est obligé de proclamer qu'il n'existe pas de « modèle du socialisme ». Mais du coup aussi, il a beau multiplier les discours sur « la voie française vers le socialisme », il ne peut offrir à ses militants et sympathisants ni une définition, ni une représentation de qu'il prétend faire. L'« élimination du pouvoir des monopoles », la « nationalisation », la « planification », même baptisée « démocratique », apparaissent fort maigres, comparées à l'épaisseur de réalité mythique des deux cent millions de Russes qui, guidés par le génial Staline, bâtissaient en chantant le socialisme et faisaient naître un type d'homme nouveau.

En outre, la question de savoir si de telles mesures ont un rapport quelconque avec le socialisme, et quel serait leur incidence sur la vie effective des gens, désormais largement débattue, ne peut plus être escamotée. Le PCF est devenu incapable de dire en quoi consisterait le caractère « socialiste » de son accession au pouvoir — hormis le fait qu'elle serait *son* accession au pouvoir. Dans ces conditions, l'idéologie de l'organisation tend à devenir l'organisation elle-même comme idéologie. Toute la « gauche » veut des nationalisations; mais le PCF en veut « plus », les veut « mieux », « vraies », les veut « autrement ». Il est meilleur, *parce qu'il est le PCF*. A la limite, son idéologie se réduit à l'invocation de son nom propre : « Nous sommes des communistes, parce que nous nous appelons des communistes. » A part cela, la soupe éclectique de mendiant dont le militant doit faire son ordinaire s'est enrichie de tous les produits et sous-produits de la civilisation contemporaine, et la page culturelle de *l'Humanité* est devenue aussi sophistiquée et presque aussi tolérante que *le Monde des livres*.

La conservation du PCF

Avant d'examiner le sort de la visée d'accession au pouvoir du PCF *comme réalisable*, considérons les questions que pose l'étonnante conservation du PCF depuis une trentaine d'années : stabilité relative de son influence (un cinquième de l'électorat politique, la moitié presque de l'électorat syndical); recrutement suffisant pour le maintenir présent un peu partout; renouvellement continu de ses responsables et cadres; maintien de l'essentiel de sa structure totalitaire. Cette conservation ne dépendait pas du PCF seul; il a fallu que, depuis trente ans, la société française produise constamment, et en nombre non négligeable, le type d'individu prêt à devenir électeur, militant, cadre du PCF et de la CGT, et qu'elle continue aujourd'hui de le faire.

Immense problème, coextensif à l'histoire du pays depuis la guerre (elle-même évidemment incompréhensible sans une remontée à ses phases antérieures), sur lequel il n'est possible ici que de fournir quelques notations. En

bref, la conservation du PCF a été conditionnée par la persistance de traits « archaïques » du capitalisme français pendant très longtemps (et encore aujourd'hui); la France et l'Italie sont les seuls pays industrialisés où existe un PC important. Cette persistance a permis à l'*inertie* de l'institution (parti, syndicat), de jouer en plein.

Parler d'*inertie* à ce propos n'est nullement une tautologie. Tout comme un corps en physique, une institution tend à conserver son mouvement en grandeur et en direction aussi longtemps qu'une autre force ne vient pas l'altérer. Exister, pour une institution, signifie inclure aussi les dispositifs et les mécanismes qui assurent normalement (sauf « accident » ou action d'un facteur externe) sa conservation et sa reproduction.

Ainsi, à un moment donné — par exemple 1945 — *il se trouve* qu'en fonction de toute l'histoire antérieure, la CGT, dominée par le PCF et bouillon de culture pour celui-ci, est le syndicat de masse, et qu'elle n'a en face d'elle presque personne (des syndicats « réformistes » sans réformes, ou des syndicats jaunes). Jusqu'à 1958, et même jusqu'à 1962, le capitalisme français ne parvient pas à sortir de l'anarchie et de la pagaille qui résultent du conflit entre sa modernisation accélérée et le maintien de formes surannées de son organisation. La CGT, majoritaire dans la plupart des entreprises, réussit à jouer le double rôle de « défenseur des revendications » et de co-gestionnaire de certains aspects de la vie des entreprises, et à profiter des deux. (Le recours au délégué syndical CGT a été et reste souvent un moyen efficace pour les travailleurs qui veulent résoudre un problème « individuel »). Les critiques que l'on peut lui adresser d'un point de vue révolutionnaire (ou même « réformiste correct ») importent peu dans ce contexte.

La CGT a un nombre incalculable de fois, pour ne pas dire constamment, empêché des luttes, subordonné celles-ci à la ligne politique du PCF (pendant la guerre « froide », la guerre d'Algérie, en 1968), conclu des compromis honteux (le plus monstrueux étant, certes, les accords de Grenelle en 1968). Le fait est que tout cela n'a provoqué que des ruptures d'individus ou de minorités minuscules; ou bien une désillusion des travailleurs, ou une modification du type de leur soutien à la CGT (« moindre mal »). Le plus frappant : cette situation n'a été que peu modifiée après l'apparition de la CFDT, qui offrait pourtant une alternative. *Inertie* : la CGT est déjà le syndicat, elle est là — donc, elle reste le syndicat. (Il n'en va pas autrement, dans un autre contexte, avec les Trade Unions en Angleterre, ou l'AFL-CIO aux États-Unis). Et la « base ouvrière » qu'elle offre au PCF est l'élément le plus solide du patrimoine de celui-ci.

Situation similaire au plan politique. Jusqu'à 1958, le capitalisme français reste empêtré dans les problèmes de sa modernisation; de 1958 à 1968, cette modernisation se fait sous l'égide du pouvoir « personnel » de de Gaulle. Pendant toute cette période, la social-démocratie française n'en finit pas de pourrir. Le PCF a beau passer des politiques les plus sectaires aux plus compromettantes — « guerre froide », puis vote des pouvoirs spéciaux à Mollet

pour faire la guerre d'Algérie; par parenthèse, qui sait, et qui *dit* aujourd'hui, que le PCF ne s'est jamais opposé effectivement à cette guerre? —, il reste le seul pôle d'opposition dans un pays où, depuis un siècle, la moitié de la population vote « à gauche ». Il tire parti de plusieurs éléments de la tradition française depuis 1789 (jacobinisme, luttes anti-cléricales, patriotisme « révolutionnaire » : les classes dirigeantes anglaises ou américaines n'ont jamais émigré à Coblenz, été restaurées par une invasion étrangère, écrasé une Commune avec l'aide de la Prusse ou collaboré avec Hitler), comme aussi de sa participation à la gestion de la société établie (il y a actuellement 28 000 élus communistes en France, essentiellement des conseillers municipaux).

Mais l'évolution et la modernisation de la société française, qui s'accélère considérablement après 1960, rend de plus en plus difficile la conservation du PCF ancien modèle. L'expansion économique, les modifications du cadre et du style de vie changent les problèmes et les préoccupations de la population. Le misérabilisme de la propagande du PCF ne rencontre plus qu'un écho affaibli. En même temps et pour les mêmes raisons, change le matériel humain où le PCF puise ses militants et ses cadres. La société ne produit plus qu'à une échelle graduellement réduite le type d'individu prêt à devenir « militant », puis « cadre politique ». Sont en cause ici à la fois l'usure du modèle classique du « militantisme politique » (resté pour l'essentiel celui du PCF), et de la « politique » elle-même comme activité centrale et permanente; mais aussi et surtout, le rejet croissant, de la part des jeunes générations, du type autoritaire de relations qui sont la condition d'existence de l'Appareil totalitaire.

Les deux phénomènes (qui traduisent des altérations capitales dans les profondeurs de la société moderne), se sont explosivement manifestés en Mai 1968 et, malgré les apparences, les conséquences de Mai ont pesé très lourdement sur l'évolution du PCF. Certes, l'image n'est pas simple, elle est même fortement contrastée; et c'est surtout ce contraste que reflète la situation présente du PCF. D'une part il subsiste toujours, pour des raisons impossibles à analyser ici, une production sociale d'un nombre d'individus qui continuent d'être pré-adaptés au modèle autoritaire et attirés par celui-ci (un indice supplémentaire en est fourni par le gonflement relatif du trotskisme et du maoïsme après Mai 1968). C'est surtout là-dessus que s'appuie la perpétuation du PCF comme organisation. Mais aussi, tel n'est plus le cas de la grande majorité des jeunes. Et, dans cette mesure, le PCF doit tant bien que mal « s'adapter », changer totalement de phraséologie et, autant que faire se peut, de « style de travail », remplacer le simple *Diktat* d'antan par une manipulation plus complexe, atténuer ou camoufler le plus possible l'opposition entre ce qu'il prétend faire par rapport à la société globale et ce qu'il fait effectivement à l'intérieur de sa propre organisation. La situation est fortement contradictoire, et il n'est nullement certain que l'Appareil puisse maîtriser intégralement les conséquences du processus ainsi déclenché.

La visée du pouvoir

Enfin, l'Appareil ne peut tenir ensemble, se maintenir et maintenir son mouvement que moyennant sa visée d'accession au pouvoir et à condition que cette visée apparaisse comme réalisable. Autrement dit, la situation sociale et historique doit offrir une « chance », une probabilité objective non nulle, de réalisation de la visée de l'Appareil; et il doit exister un nombre suffisant d'individus pour qui cette visée apparaît (est représentée) comme réalisable (est « crédible »). (Je parle toujours de la visée *effective* de l'Appareil, l'accession à un pouvoir totalitaire, non pas de ses habillages successifs; démocratie populaire, union du peuple de France, nationalisations plus gestion démocratique, etc.).

De ce point de vue l'existence du PCF depuis sa sortie du Gouvernement en 1947 a été plus que difficile « objectivement » — et le maintien de son influence ne soulève qu'avec plus de force encore l'interrogation sur les raisons de la solidité d'un Appareil totalitaire et de l'attraction qu'il peut exercer dans une société que rien ne semble prédestiner à un avenir totalitaire. De 1947 à 1958, et même après, l'accession du PCF au pouvoir, malgré la crise endémique du capitalisme français, n'était concevable que moyennant l'appui militaire russe, explicite ou virtuel. Elle ne l'était donc que dans le contexte d'un conflit mondial; il paraissait, et il paraît toujours exclu que les États-Unis acceptent sans réagir le passage de l'Europe dans le camp russe, et la France sous le pouvoir d'un PC pro-russe rendrait intenable militairement l'Europe continentale. Aussi, pendant la période la plus aiguë de la « guerre froide » (1947-1953), le PCF transformé pratiquement en détachement de guérilla russe, se livre à des opérations suicidaires dont la justification se trouve dans l'imminence présumée d'une crise internationale. Mais à la « guerre froide » succède la « paix froide », puis la prétendue détente. Le PCF est alors forcé à un repli historique. Il campe dans la société, tout en s'efforçant périodiquement de rompre son isolement; il se donne en fait comme objectif central sa propre conservation en attendant des temps meilleurs. Mais cette conservation devient de plus en plus difficile dans une société qui change, avec une idéologie qui fêche le camp, un « modèle » russe qui devient, surtout après 1968, un repoussoir.

L'Appareil est ainsi amené à modifier sa « ligne ». Modification graduelle et pénible, commencée en 1968, sans doute pas encore terminée. Des facteurs analogues produisent un résultat analogue dans d'autres partis communistes, surtout le PC italien. Ce que l'on a appelé l'« euro-communisme » est certes un phénomène qui exigerait une analyse détaillée, notamment pour ce qui est de la possibilité d'un nouveau schisme du Communisme international dont il est gros. Contentons-nous de résumer l'évidence : l'euro-communisme traduit l'effort d'adaptation des Appareils totalitaires communistes à une situation où leur accession au pouvoir selon les scénarios classiques apparaît comme indéfiniment irréalisable, et où, en fonction des changements sociaux, ils ne

peuvent plus, sous peine de dépérir, se borner à essayer simplement de se conserver. Cela les conduit, en particulier, à prendre des distances croissantes à l'égard de la Russie; à modifier et assouplir leur comportement externe et, jusqu'à un certain point, leur fonctionnement interne; enfin, d'abandonner, ou de faire mine d'abandonner — mais dans ce domaine la différence risque de devenir très mince — leur monolithisme idéologique.

Que cet effort d'adaptation soit travaillé par une série de contradictions aiguës, on le voit clairement aussi bien dans le cas du PCF que dans celui du PC qui est allé le plus loin dans cette voie, le PC italien. Mais aussi, être contradictoire n'a jamais empêché personne d'exister — ni un individu, ni même une organisation ou une institution. Considérons plutôt concrètement les difficultés de l'existence du PCF depuis la signature du Programme commun en juin 1972 et dans la perspective que les élections de 1978 ont créée pour lui.

Ces difficultés se traduisent par les deux grandes modifications successives de la « ligne » du PCF : signature du Programme commun et formation de l'Union de la gauche en 1972, durcissement progressif du PCF à l'égard de ses « alliés » à partir du printemps 1977 et finalement rupture de l'Union de la gauche en septembre. « Ligne », et modifications, qu'il serait absurde de vouloir discuter comme s'il s'agissait de « stratégies rationnelles », « rationnellement » modifiées. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est pourtant là le point de vue adopté par la totalité des commentateurs, qui parlent des mouvements et contre-mouvements de Marchais et de Mitterrand comme s'il s'agissait d'une partie Spassky-Fischer. Le lecteur ne peut certes manquer d'en tirer le bénéfice secondaire d'une certaine hilarité. Mais la question dépasse de loin le QI des personnes impliquées. Pas plus qu'ailleurs on ne fait en politique ce que l'on veut, on ne contrôle et on ne peut inspecter l'ensemble des paramètres pertinents pour la décision et l'action. Ni jeu d'échecs, ni *Kriegspiel*, ni poker (aucun joueur n'a jamais vu son quatrième Roi se transformer entre ses mains en deux de pique, encore moins en une carte inconnue auparavant), la politique est soumise à l'indétermination essentielle des actions et des réactions du milieu et des instruments mêmes dont les acteurs croient qu'ils disposent, indétermination que l'on ne peut pas réduire moyennant un calcul des probabilités, comme le voudrait la théorie des jeux.

La composante « rationnelle » ou, mieux, rationalisable de la politique du PCF à partir de 1972 ne peut être comprise que comme le passage à une tactique (nullement inédite) d'accession au pouvoir moyennant l'alliance avec le PS, considéré à l'époque comme trop faible pour entraver l'hégémonie du PC. Le PCF sortait ainsi d'un isolement qui avait duré un quart de siècle, et pouvait escompter atteindre ces deux objectifs apparemment (et réellement) inconciliables : redonner une crédibilité à sa visée d'accession au pouvoir; donner une crédibilité à sa « démocratisation » permettant d'éviter une rupture internationale (et peut-être une guerre civile) au moment de l'installation de la gauche au pouvoir. Si cette installation pouvait se faire légalement et pacifiquement, les staliniens pouvaient espérer disposer du laps de temps

nécessaire pour élargir leur pénétration dans l'appareil d'État et celui de gestion de la production, phagocyter graduellement les socialistes et finalement les soumettre (à la faveur aussi d'une éventuelle scission du PS), suivant un scénario qui certes serait post-synchronisé en français et modernisé, mais qui a déjà été réalisé plus d'une fois ailleurs.

Qu'elles aient été calculées ou non, les énormes ambiguïtés du Programme commun et finalement le caractère absolument *irréalisable* de celui-ci, correspondaient assez bien à cette tactique. Certes, elles servaient les deux (ou les trois) partenaires. Tout le monde voulait pêcher en eau trouble, ou, plus exactement, troubler encore plus l'eau de la pêche commune espérant qu'il serait le seul à en profiter.

Les ambiguïtés du Programme commun, évidentes dès le départ, ont éclaté lors des discussions sur son « actualisation », qui a finalement servi de prétexte à la rupture de l'Union de la gauche. Elles ne concernaient pas seulement le nombre des entreprises à « nationaliser », le sort des filiales, etc. Beaucoup plus importantes étaient celles relatives au pouvoir effectif dans ces entreprises (que le PCF pouvait espérer lever à son avantage en fonction de la puissance de la CGT) et, surtout, celles concernant le pouvoir effectif sur l'économie et la gestion effective de celle-ci, qui ne pourraient être résolues que par la nature et l'orientation du pouvoir gouvernemental.

Sans paradoxe, ces ambiguïtés au niveau le plus général résultent du caractère irréalisable du Programme commun. L'« économie » décrite virtuellement par celui-ci est une construction qu'on ne peut même pas appeler mythique, car elle est incohérente. On nationaliserait les groupes capitalistes les plus importants, et on promettrait aux autres de ne les nationaliser que par la suite tout en s'attendant en même temps qu'ils continuent d'investir et de gérer « efficacement ». On prendrait des « mesures rigoureuses » pour un « contrôle des changes renforcé » (*Programme commun*, Éd. Sociales, 1972, p. 135), et on laisserait en même temps libre le commerce extérieur (le maintien de la France dans la CEE, affirmé explicitement à plusieurs reprises — *ib.*, pp. 120-136 — exclut des contrôles autres que temporaires du commerce extérieur). Les entreprises conserveraient leur « autonomie de gestion » (pp. 110-112); mais ne décideraient plus, en fait, de leurs investissements (pp. 118, 137-139) et ne pourraient plus licencier (pp. 57, 106). On laisserait « subsister un important secteur privé » (p. 114) — dont la production ne saurait être régulée que par la rentabilité et le profit — mais on l'empêcherait de faire des profits (pp. 132, 134, 138). Etc., etc. Ce que décrit le Programme commun n'est pas une économie, mais le cauchemar d'un Lovecraft de l'économie-fiction.

L'application de telles mesures créerait immédiatement une situation chaotique — à laquelle s'ajouteraient les effets de la victoire électorale de la gauche sur les couches populaires, et les réactions de panique des milieux capitalistes. Situation qui serait encore aggravée par l'application des mesures visant à augmenter, de diverses façons, les revenus de larges catégories sociales et que le Gouvernement de la gauche aurait été sans doute obligé d'appliquer très rapidement.

Certes, en termes d'équilibres quantitatifs globaux, des marges considérables d'accroissement de la production, donc aussi de la consommation privée et publique, existent actuellement en France. Mais cette considération abstraite n'a aucune pertinence. L'appareil productif ne peut fonctionner que selon un mode relativement cohérent de gestion (des unités productives) et d'intégration (de l'ensemble de ces unités). Le mode capitaliste actuel — gestion bureaucratique de l'entreprise soumise tant bien que mal à la profitabilité, pseudo-marché oligopolistique — a une efficacité, ou un rendement, donné. On est en droit de penser, et je le pense fermement, qu'une économie collectiviste, gérée par les associations des producteurs, aurait un rendement de loin supérieur. Mais ce qui aurait un rendement voisin de zéro, c'est l'« économie » dépeinte dans le Programme commun, qui n'obéit ni à la logique capitaliste, ni à aucune autre, et qui ne pourrait à la rigueur fonctionner que moyennant la multiplication et l'amplification continues des interventions *ad hoc* des instances centrales. Et c'est là le point décisif de la question. Le Programme commun conduirait à la bureaucratisation et à l'étatisation généralisées non pas tellement par le contenu « positif » des mesures qu'il propose, mais par la dislocation économique que provoquerait le commencement de son application, et à laquelle l'intervention détaillée et autoritaire de l'État constituerait la seule réponse possible. En faisant abstraction d'autres possibilités *politiques*, la logique interne du Programme commun est la logique de la centralisation bureaucratique comme seule issue à la situation illogique qu'il tendrait à instaurer.

Illustrons cela encore sur un exemple décisif. D'après la lettre du Programme commun, l'auto-financement des entreprises serait « limité », et, d'après sa « logique » et ses conséquences, il serait en fait supprimé. Les crédits bancaires joueraient un rôle « essentiel » dans le financement des entreprises; par conséquent leur distribution, soumise à un « contrôle réel », serait décisive pour l'orientation des investissements (pp. 118, 137-139). Ce serait le système bancaire, « nationalisé » et soumis à la Banque de France (p. 138) — donc au Gouvernement — qui déterminerait en réalité les investissements, à savoir l'évolution de l'économie. Comment ce système pourrait-il accomplir cette fonction, à moins d'être transformé en fait en organisme central de « planification », et de « planification » *détaillée* (ou d'être soumis à un tel organisme)? Comment pourrait-il autrement trancher entre les demandes concurrentes de crédits présentées par les entreprises?

On objectera peut-être qu'un système de (prétendue) « planification démocratique » est déjà pratiqué en Yougoslavie. Ce serait oublier que l'économie yougoslave est en état de crise endémique, que les travailleurs y sont rivés au sort et à la rentabilité de « leur » entreprise moyennant la pseudo-« auto-gestion », et, surtout, que le complément indispensable du système est le pouvoir exclusif de la Ligue des communistes yougoslaves, laquelle tranche en dernier ressort et étouffe les tensions que le système fait constamment naître. La logique manquante dans les mécanismes impersonnels des institutions,

et celle que pourrait déployer l'activité autonome des collectivités humaines, y sont suppléées par l'arbitraire du pouvoir bureaucratique.

L'évolution de la situation aurait donc été déterminée, de manière décisive, par le rapport de forces (parlementaire et extra-parlementaire) au sein de l'Union de la gauche. Le PCF pouvait escompter tirer bénéfice des ambiguïtés du Programme commun et de la pagaille généralisée qui suivrait les élections, s'il gardait la prépondérance politique; il risquait fort de se retrouver perdant, et piégé dans une série de dilemmes, sans cette prépondérance. Et encore, il lui fallait tenir pour exclue toute possibilité d'intervention autonome de la population.

Le totalitarisme honteux

Cette « ligne » comportait donc une telle quantité d'éléments aléatoires et charriait tant de contradictions, qu'il n'est absolument pas certain que, même s'il avait pu préserver son hégémonie au sein de la gauche, le Sommet du PCF aurait envisagé sa victoire avec une joie sans mélange. (Il ne semble pas que les commentateurs aient essayé de se mettre dans la position de Marchais au soir d'une éventuelle victoire électorale de la gauche donnant la prépondérance au PC.) Mais, de toute façon, l'évolution de l'opinion politique française l'a rendue irréalisable. Escomptant au départ être le principal bénéficiaire de l'Union de la gauche, le PCF se découvrait perdant. Au lieu d'une hégémonie ou du moins d'une parité électorale avec le PS (qui laisserait au PC un avantage substantiel au plan extra-parlementaire, vu sa supériorité organisationnelle et son emprise sur les syndicats), il se trouvait de plus en plus distancé par celui-ci. Peu de doutes sur la signification de ce fait : plus le risque d'une domination de la gauche par le PC a paru s'éloigner, plus les gens ont été disposés à voter pour elle. Ainsi, le déclin de l'influence relative du PCF a présenté un caractère autocatalytique, s'est nourri de lui-même.

A cette situation, le PCF a essayé de répondre en faisant mine de se déstaliniser, en se démarquant de la Russie et même quelque peu (très discrètement) de son propre passé. Rien n'y a fait : plus les staliniens se « libéralisent », plus leur influence s'érode; plus ils veulent apparaître comme « sincères », moins ils sont crus. Cela du moins, le grand Staline le savait : le mensonge totalitaire doit être total, sous peine d'inefficacité totale. Ses gâcheurs d'héritiers ont payé par une série de troubles et de crises l'oubli de cette vérité élémentaire. Mais évidemment, on ne peut pas être Staline dans n'importe quelles circonstances.

Ainsi, pendant toute une période, le PCF a joué de plus en plus sur la corde de la « libéralisation », de la « démocratisation », de la froideur et de l'indépendance à l'égard de la Russie, espérant regagner par là au moins une partie du terrain cédé au PS. Cet espoir ayant été déçu, et l'heure de la « vérité » (électorale) approchant, le PCF (qui a répétitivement démontré, au cours de son histoire, qu'il se soucie de ses « programmes » autant que de la première

barbotteuse de Lénine), a commencé à faire de plus en plus montre d'intransigeance face au PS, à « durcir » ses positions, à se présenter comme le défenseur inflexible des « intérêts populaires ». Au cas — sans doute jugé de loin le moins probable — où le PS aurait cédé, il aurait acquis quelques armes supplémentaires pour son accession au pouvoir après une éventuelle victoire électorale. Dans le cas contraire, il choisissait au moins le moment et le terrain de la rupture, et faisait l'économie des affres de la période post-électorale. Mais cette rupture de l'Union de la gauche était, dès l'origine, inévitable tôt ou tard. Il se trouve qu'elle s'est réalisée le 23 septembre 1977, plutôt que, disons, le 23 juin 1978.

La tentative d'adaptation de la « ligne » du PCF aux conditions politiques présentes de la France a donc échoué. La politique de l'Union de la gauche semblait la seule possible pour lui; elle n'en constituait pas moins un piège où il s'était pris lui-même. Mais la rupture avec le PS est aussi un piège. En fait, il n'y a pas pour lui de « bonne » solution, ou de perspective « favorable »; il n'y en a que de moins mauvaises, ou de moins défavorables. Rien ne dit que pour le Sommet du PCF une victoire électorale de la « gauche » était vraiment souhaitable, tout laisse penser qu'il ne l'a jamais vraiment souhaitée; rien ne dit non plus que la représentation qu'il s'en fait soit « rationnelle ».

Certes, une défaite électorale de la « gauche » serait aussi la sienne; mais il en a vu d'autres, il peut toujours espérer qu'il y survivra. Mais encore plus difficile serait sa position en cas de victoire électorale. Participant au gouvernement, il recevrait certainement les postes les moins utilisables et les plus impopulaires. Ses tentatives de pénétration dans l'appareil d'État et de gestion des grandes entreprises seraient combattues à un niveau par le PS, à un autre par la CFDT, et leurs avantages seraient lourdement compensés par les désavantages d'avoir à soutenir la politique d'« austérité » qu'un gouvernement de la gauche serait forcé d'adopter, presque immédiatement. Il ne lui resterait qu'à choisir le moment et le terrain de rupture le moins défavorable — pour paraître comme le « défenseur des travailleurs », mais aussi comme le parti qui a fait échouer l'« expérience d'un gouvernement de la gauche ». Situation analogue s'il restait hors du gouvernement, le problème se transposant à celui du soutien ou non par le vote au Parlement. Certes, toutes les possibilités de manœuvre ne lui seraient pas fermées; l'on peut faire confiance à Marchais et à Séguy pour être à la fois dans le Gouvernement, soutenir des grèves contre celui-ci et tenter de les étouffer si elles échappent à leur contrôle. Mais combien de temps pourraient-ils jouer à ce jeu, et combien de plumes risqueraient-ils d'y laisser, c'est une autre question.

Aux énormes incertitudes qu'il aurait à affronter; et surtout, au risque pratiquement certain d'une situation sociale explosive créée par la victoire électorale de la « gauche » et ses conséquences, le PCF a préféré un nouveau « repli historique ». C'était peut-être finalement, pour lui et de son point de vue, la décision la moins irrationnelle dans les circonstances.

A la question que l'on posait : dans quelle mesure le PCF a-t-il pu, dans les circonstances dramatiquement changeantes des vingt-cinq dernières années, se maintenir et se conserver, non pas comme force numérique et électoral, mais comme Appareil totalitaire, on donnera donc une réponse complexe — que le lecteur pourra qualifier de réponse de normand, ou de réponse dialectique, selon qu'il appartient à la tradition culturelle française ou chinoise. Le PCF s'est maintenu comme tel — en même temps qu'il se transforme. Mais il se transforme *vers quoi* ?

Il se transforme vers une variante nouvelle et inédite de l'organisation totalitaire. Il n'y a pas de sens — comme le font, derechef, les trotskistes — à voir dans l'évolution du PCF (comme du PC italien) le retour enfin réalisé (et « prédit » en vain par Trotsky depuis 1938 sinon avant), au type d'organisation social-démocrate, baptisé pour l'occasion « parti ouvrier bureaucratique ». Le PCF n'est pas simplement un parti bureaucratique comme le PS, le Labour Party ou la Social-démocratie allemande. Il n'abandonne pas ses caractéristiques totalitaires essentielles : l'Appareil domine toujours l'organisation le Sommet y jouit toujours d'un pouvoir illimité. Certes, il n'est pas physiquement impossible qu'il les abandonne un jour ; si jamais il le faisait (pour se transformer en parti simplement bureaucratique), on aurait amplement le temps de le constater.

Mais ce maintien de ses caractéristiques totalitaires essentielles va de pair avec des altérations de la relation du PCF à la Russie, au communisme international, à l'idéologie, de ses attitudes publiques et, jusqu'à un point, de son fonctionnement interne. Ces altérations nous paraissent intelligibles pour autant qu'après coup elles semblent presque imposées au PCF par l'évolution de la société française, du type d'individus qu'elle produit, des problèmes qui préoccupent la population, comme aussi par la décomposition de son idéologie, la lourde hypothèque de l'allégeance à la Russie, l'impasse à laquelle avait abouti son ancienne ligne politique. Mais cette intelligibilité est toute relative. Personne ne peut affirmer que, le PCF fût-il resté à 100 % stalinien et pro-russe, sa perte d'influence relative aurait été plus grande. En revanche, une fois que ces altérations ont eu lieu et continuent de se produire, leurs effets s'inscrivent dans la réalité et commencent à devenir irréversibles. Et il n'est pas certain que l'Appareil puisse les maîtriser et les contrôler totalement.

Une nouvelle définition est donc nécessaire. Le PCF n'est pas un parti « social-démocrate » ; mais il n'est plus le parti totalitaire de pur style stalinien qu'il était naguère. Comme avec le PC italien et espagnol, nous assistons à l'émergence d'une nouveauté historique : un Appareil totalitaire qui ne peut plus se réclamer explicitement d'une idéologie totalitaire ; qui est conduit à adultérer graduellement le mode de fonctionnement totalitaire de l'organisation qu'il domine ; enfin, qui doit maintenir sa visée totalitaire quant au pouvoir, visée codée dans sa substance et dans ses gènes, laquelle cependant apparaît comme indéfiniment irréalisable dans la société où il vit. L'Appareil ne peut plus être totalitaire que *honteusement*. Pour combien de temps un tel

type d'organisation est-il historiquement viable — voilà une question à laquelle je n'ai pas l'ambition de répondre.

L'énigme de l'aveuglement volontaire

Mais il faut réfléchir davantage sur l'aspect « objectif » de cette question : quelles sont les chances du totalitarisme dans une société contemporaine « développée » ; une telle société contient-elle la « probabilité objective non nulle » d'une mutation totalitaire (« objective » signifiant ici, bien entendu, sociologique ou, mieux, social-historique) ? Question nullement académique, que l'étonnante survie du PCF interdit précisément d'escamoter.

La société contemporaine secrète la bureaucratie par tous ses pores. Ni apanage des pays de l'Est, ou des pays sous-développés, ni « produit du marxisme », encore moins « mal français » selon la dernière découverte de notre Ministre-penseur, la bureaucratie est, beaucoup plus essentiellement que le « marché », l'*institution* par excellence du capitalisme moderne. La société contemporaine ne *sait* rien faire d'autre pour répondre à ses problèmes ; plus même, ces problèmes sont posés et définis de telle manière que la seule réponse possible soit une réponse bureaucratique : « organisation », « régulation », « compétence », hiérarchie, division des tâches, maîtrise pseudo-« rationnelle ». Et elle ne peut survivre comme société capitaliste bureaucratique que pour autant qu'elle impose partout ce modèle — ce qui exige aussi, décisivement, qu'il soit accepté et intériorisé par les individus. Sa victoire suprême se réalise lorsque ce modèle est repris par ceux qui contestent et combattent le système établi. Cette reprise — dont les prémisses théoriques ont été posées par Marx lui-même, l'« autre Marx », le Marx rationaliste — a été réalisée, de manière différente, par les partis et syndicats de la II^e Internationale aussi bien que par Lénine et le bolchévisme.

Mais bureaucratie ne signifie pas totalitarisme. La bureaucratie des sociétés modernes est typiquement une bureaucratie « molle », non pas une bureaucratie totalitaire. Ce que porte la « logique » du monde moderne, le magma de significations imaginaires sociales qui le façonne et le domine et leur instrumentation instituée et matérialisée, c'est la bureaucratie pseudo-« rationnelle », non pas le totalitarisme. On a ici un autre exemple des limites de toute « explication » de l'histoire, qui voudrait réduire ce qui advient à ce qui était déjà là. En vain chercherait-on une « explication » du totalitarisme dans la conjonction de la bureaucratie et de la révolution : Hitler ou Mussolini n'étaient pas des révolutionnaires. En vain la chercherait-on dans une crise particulièrement aiguë de la société établie : ces crises ont, la plupart du temps, trouvé d'autres issues et Staline a imposé et consolidé le pouvoir totalitaire du PC russe indépendamment de toute crise. Monstrueuse *création* historique, le totalitarisme s'enracine de cent manières dans ce qui le précède mais aussi, de mille manières,

il le dépasse au-delà de toute « logique » et de toute « causalité ». Il est la limite de l'accomplissement du processus de bureaucratisation — pour autant que l'Appareil bureaucratique y réalise le maximum de sa puissance, s'autonomise complètement, s'empare de la totalité de la matière sociale. Mais il en est aussi l'inversion totale — pour autant que cet Appareil se détache de toute « règle » et que l'imaginaire pseudo-« rationnel » de la bureaucratie s'y transforme en délire déréel, qui arrive à avoir la prise la plus cruelle sur le « réel ».

Je notais plus haut que rien ne semblait prédestiner la société française à un avenir totalitaire, que les individus produits par cette société rejettent de plus en plus tout modèle de relations autoritaires. On peut en conclure que les chances de l'Appareil communiste de s'emparer du pouvoir pour réaliser la visée totalitaire inscrite en lui (quoiqu'il puisse « se représenter ») sont pratiquement nulles. Et pourtant, cette conclusion ne peut pas être considérée comme assurée. Les renversements en apparence les plus incroyables dans ce domaine ne sauraient être exclus. L'instauration du totalitarisme a généralement correspondu à ce qu'il faut bien appeler une mutation anthropologique soudaine et brutale, à un véritable glissement de terrain s'amplifiant avec une vitesse foudroyante et excédant de loin toute « explication », et, *a fortiori*, toute prévision. Question énorme : quelle est donc cette fragilité foncière incorporée dans la personnalité psycho-politique de l'homme occidental — de cet homme formé depuis 1789, et 1776, et longtemps avant, dans la lutte contre les dogmes, contre l'arbitraire du pouvoir, contre les limitations de la liberté et de l'expression de l'opinion, contre l'oppression nationale, contre l'injustice politique, économique, sociale — pour que la société moderne puisse faire surgir d'elle-même en l'espace de dix ou quinze ans — disons, de 1918 à 1933 — loin au-delà de toute « nécessité objective » et par dizaines de millions, les individus prêts à coopérer avec enthousiasme aux entreprises totalitaires, à peupler les partis fascistes, nazis, communistes, à faire fonctionner d'immenses appareils de propagande mensongère, à participer largement à l'atroce répression des opposants et même des simples citoyens, à encadrer de gigantesques camps de concentration ? De tels phénomènes sont-ils d'une époque à jamais révolue ?

Mais comment oublier certaines des suites — les plus claires, sur le plan « organisationnel » — de Mai 1968 ? Voici un immense mouvement qui commence et se déploie sous le signe de la lutte contre l'autorité, la bureaucratie, la hiérarchie, le pseudo-savoir, etc. Et voici que presque tous ceux qui, après le recul du mouvement, veulent continuer d'agir, adhèrent à des mouvements explicitement totalitaires (stalinisme ou maoïsme) ou porteurs d'une dynamique totalitaire (trotskisme). Ces jeunes révolutionnaires ne savent rien d'autre, ne peuvent penser rien d'autre — malgré ce qu'ils savaient et qu'ils pensaient pendant les journées de Mai et de Juin — que se soumettre à une « pensée » fixée une fois pour toutes, incarnée dans une organisation à laquelle ils obéiront, des années durant, comme des cadavres. Et qui dira ce qu'ils auraient été capables de faire, si leur organisation avait accédé au pouvoir ?

Impossible donc d'essayer de peser les chances totalitaires de l'Appareil

du PCF sans garder présente, dans un coin de son esprit des plus vivement éclairés, cette certitude : dans ce pays de vieille civilisation, de longue tradition critique et de lutte pour la démocratie, des millions de gens, sans aucune contrainte policière, ont avalé sans broncher pendant cinquante ans les monstruosité étalées quotidiennement dans *l'Humanité* : non pas simplement des mensonges, mais de gigantesques défis au moindre bon sens. Cette acceptation en toute liberté pendant un demi-siècle des scénarios staliniens délirants par des gens par ailleurs parfaitement normaux ; cette *aliénation* que l'on ne saurait appeler psychiatrique et qui pourtant comporte, comme celle-ci, une annulation à la fois de la réalité et des règles et même des habitudes les plus élémentaires du raisonnement, pose un problème de première grandeur. Problème aussi important que le Goulag et le pouvoir de Staline ou de Hitler, sinon même davantage. Car on comprend — ou l'on croit comprendre — plus facilement les effets sans bornes d'une violence et d'une terreur *réelles*, que l'aveulement librement consenti et apparemment « gratuit » des staliniens et des maoïstes, français ou autres.

Cornelius Castoriadis.

Juillet-octobre 1977

revue mensuelle **PROJET**

n° 120 décembre 1977

Mythologies du pouvoir (G. BURDEAU)

AVENIRS ÉCONOMIQUES

Sortir de la crise (G. LAVERDINES)

Industrie française : le 2^e souffle ? (P. ROUX-VAILLARD)

L'énergie en l'an 2000 : les besoins du tiers monde (J.R. FRISCH)

NOUVEAUX PROFILS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La lutte de classes dans le discours du PCF (F. DENANTES)

Évolutions de la classe ouvrière (R. MOURIAUX)

Une nouvelle question sociale (P. SEMPÉ)

Les syndicats américains et la politique (J.-P. MOUNIER)

ACTUALITÉ SOCIALE ET POLITIQUE

Les syndicats et la crise de la gauche — Informatique et libertés : une nouvelle loi —

Cette fois, les travailleurs immigrés ont eu peur — Le rapport Peyrefitte sur la violence —

En vente dans les kiosques, drugstores et librairies

Le n° : 11 F abonnement, 1 an, 10 n° : 95 F

Projet, 14 rue d'Assas, 75006 Paris — CCP Projet, Paris, 16394 46 M